

leurs alliés. Elle a incité les parties intéressées à envisager le problème dans une perspective globale, sous l'égide des États-Unis. Le Canada a appuyé cette idée et a contribué à placer les discussions initiales dans le cadre d'assemblées élargies qui comprendraient non seulement des représentants des pays peu développés, mais aussi des représentants des pays producteurs. La crise de l'énergie nous a poussés à réexaminer notre propre position et à prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuation des approvisionnements au Canada. D'autre part, il nous a fallu, à cette fin, amorcer des consultations étendues et soutenues avec les États-Unis en ce qui concerne les exportations de pétrole.

Enfin, les changements survenus au sein du "système international" ont également touché le commerce et les paiements internationaux. La crise de l'énergie a eu, dans ce secteur, ses effets les plus néfastes.

Bien avant que l'approvisionnement en pétrole brut soit réduit à l'échelle internationale, il ne faisait aucun doute que les relations économiques internationales avaient été modifiées de façon radicale. Le Japon était devenu une puissance économique importante. La Communauté européenne, s'étant élargie et renforcée à telle enseigne, a pu rivaliser avec les États-Unis d'un point de vue économique mondial. Depuis que les États-Unis ont lancé leur nouvelle politique économique, en août 1971, le système de l'après-guerre, fondé sur la Charte de La Havane et sur les accords de Bretton Woods, est en voie de restructuration. Jusqu'à la crise du pétrole, il y avait lieu d'espérer une réforme prochaine du système monétaire.

De même, la préparation des négociations tarifaires et commerciales de Tokyo était déjà fort avancée. La majoration du prix du pétrole brut a eu un effet dévastateur sur la balance des paiements de plusieurs pays en voie de développement tout comme elle a posé de sérieux problèmes aux pays les plus riches. En conséquence, les discussions ayant trait à la situation monétaire à l'échelle internationale ont été avant tout axées sur la recherche d'un certain équilibre et sur les façons d'aider les pays qui ont été le plus durement touchés par la majoration des prix. La question de l'élaboration d'une réforme globale du système monétaire a, en quelque sorte, été reléguée au second plan. Pour ce qui est des négociations tarifaires et commerciales au niveau multilatéral, il reste à savoir dans quelle mesure les nouvelles questions économiques, entre autres la rareté des ressources, influenceront sur les négociations de Tokyo. En plus de mettre l'accent sur les